

**Construction du Plateau Technique de Rééducation
Hôpital Marin de Hendaye**

Route de la Corniche 64701 HENDAYE

NOTICE D'ACCESSIBILITE

Maitrise d'Oeuvre:
GAUCHE Atelier d'Architecture
136, chemin d'Etchessahar
64200 BASSUSSARRY



BE FLUIDES ET STRUCTURE: CETAB
Résidence GURE DOYA
64600 ANGLET



BE ACOUSTIQUE: ACB
760 Chemin Asserol
64990 URCUIT



ERGONOME: Bernard Bibes
16 rue de l'Operne
64200 BIARRITZ



MO: HÔPITAL MARIN DE HENDAYE
Route de la Corniche
BP 40139
64701 HENDAYE



BC: QUALICONSULT
28/30 Chemin de Sabalce
64100 BAYONNE



Accessibilité des personnes à mobilité réduite aux Établissements et Installations ouvertes au public (E.R.P. et I.O.P.)

NOTICE D'ACCESSIBILITE

(d'autres types de notices peuvent être utilisés mais les éléments de détail prévus par le décret du 11 septembre 2007 devront impérativement y figurer)

1- RAPPELS

Réglementation

- Loi n° 2005-102 du 11 février 2005
- Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 modifié par décret n°2007-1327 du 11 septembre 2007
- Arrêté du 1^{er} août 2006 modifié par l'arrêté du 30 novembre 2007 et arrêté du 20 avril 2017
- Arrêté du 22 mars 2007 modifié par l'arrêté du 03 décembre 2007
- Arrêté du 9 mai 2007
- Arrêté du 11 septembre 2007
- Annexe 3 à l'arrêté du 22 mars 2007 modifié par l'arrêté du 03 décembre 2007
- Circulaire 2007-53 du 30 novembre 2007 et arrêté du 20 avril 2017
- Arrêté du 20 avril 2017

L'obligation concernant les ERP et IOP

Les exigences d'accessibilité des ERP et IOP sont définies par les articles R.111-19 à R.111-19-12 du code de la construction et de l'habitation.

L'article R. 111-19-1 précise :

« Les établissements recevant du public définis à l'article R. 123-2 et les installations ouvertes au public doivent être accessibles aux personnes handicapées, **quel que soit leur handicap**.

"L'obligation d'accessibilité porte sur les parties extérieures et intérieures des établissements et installations et concerne les circulations, une partie des places de stationnement automobile, les ascenseurs, les locaux et leurs équipements"

Fin de travaux

Selon l'article R.111-19-29 du CCH en fin de travaux :

- Dans le cas d'un permis de construire : l'engagement pris par le maître d'ouvrage de respecter les règles de constructions sera confirmé par une **ATTESTATION DE PRISE EN COMPTE DES REGLES D'ACCESSIBILITE** qui sera jointe à la DAACT telle que définie par les articles R.111-19-27 à R.111-19-28 du code de la construction et de l'habitation :
- Dans le cas d'une autorisation de travaux : le maître d'ouvrage doit solliciter le passage de la commission d'accessibilité compétente.

Définition de l'accessibilité :

L'accessibilité est une obligation de résultat, il s'agit d'assurer l'usage normal de toutes les fonctions de l'établissement ou de l'installation.

Art. R. 111-19-2. - Est considéré comme accessible aux personnes handicapées tout bâtiment ou aménagement permettant, dans des conditions normales de fonctionnement, à des personnes handicapées, avec la plus grande autonomie possible, de circuler, d'accéder aux locaux et équipements, d'utiliser les équipements, de se repérer, de communiquer et de bénéficier des

prestations en vue desquelles cet établissement ou cette installation a été conçu. Les conditions d'accès des personnes handicapées doivent être les mêmes que celles des personnes valides ou, à défaut, présenter une qualité d'usage équivalente.

Le projet doit prendre en compte tous les types de handicaps (physiques, sensoriels, cognitifs, mentaux ou psychiques).

C'est ainsi que seront notamment pris en compte :

Pour la déficience visuelle : des exigences en termes de guidage, de repérage et de qualité d'éclairage ;

Pour la déficience auditive : des exigences en termes de communication, de qualité sonore et de signalisation adaptée ;

Pour la déficience intellectuelle : des exigences en termes de repérage et de qualité d'éclairage ;

Pour la déficience motrice : des exigences spatiales, de stationnement et de circulation adaptés, de cheminement extérieur et intérieur, de qualité d'usage des portes et équipements.

2- OBJET DU DOCUMENT

La présente notice précise, dans le cadre d'une construction, d'un aménagement ou d'une modification d'un ERP, l'engagement du maître d'ouvrage vis à vis de la réglementation relative à l'accessibilité pour les personnes handicapées et fournit un cadre de renseignement pour l'examen du projet nécessaire à l'instruction du dossier (permis de construire ou autorisation de travaux).

Renseignements utiles

Toutes précisions concernant cette notice peuvent être demandées auprès de :

- DDE de La Drôme – Mission Accessibilité

tél : 04.81 66 81 09

3- OBLIGATIONS DU MAITRE D'OUVRAGE

Au stade du permis de construire ou de l'autorisation de travaux : le maître d'ouvrage prend l'engagement de respecter les règles de construction.

Il doit fournir tous les éléments connus à ce stade du projet, et décrits ci-après, permettant la vérification de la prise en compte des règles d'accessibilité facilitant l'**AVIS OBLIGATOIRE** de la commission d'accessibilité compétente (commission communale ; d'arrondissement ou sous-commission départementale d'accessibilité (SCDA))

Important : **Formuler** si nécessaire **la demande de dérogation (art R 111-19-6 et R.111-19.10 du CCH)**

Le Préfet peut accorder des dérogations, après consultation de la SCDA, aux dispositions des articles R.111-19 à R.111-19.5 et R.111-19-7 à R.111-19-9 qui ne peuvent être respectées du fait d'une impossibilité technique résultant de l'environnement du bâtiment et notamment des caractéristiques du terrain, de la présence de constructions existantes ou de contraintes liées au classement de la zone de construction, notamment au regard de la réglementation de prévention contre les inondations ou, s'agissant de la création d'un ERP ou d'une IOP dans une construction existante, en raison de difficultés liées à ses caractéristiques ou à la nature des travaux qui y sont réalisés ou pour des motifs liés à la conservation du patrimoine architectural en cas de création d'un ERP par changement de destination dans un bâtiment ou une partie de bâtiment classé ou inscrit au titre des monuments historiques.

La demande de dérogation dûment motivée, soumise à la procédure ou aux modalités prévues aux articles R.111-19-23 ou R.111-19-25 est jointe à cette notice (formulaire page 13). Cette

demande indique les règles auxquelles le demandeur souhaite déroger, les éléments du projet auxquels elles s'appliquent et les justifications de chaque demande (art.4 de l'arrêté du 11 septembre 2007) Si l'établissement remplit une mission de service public, elle indique en outre les mesures de substitution proposées (art. R111-19-10b du CCH)

4- COMPOSITION DU DOSSIER

Le dossier transmis pour étude devra comporter les pièces suivantes:

- Dans le cadre d'un permis de construire, le dossier spécifique PC 39 doit contenir (art. R.111-19-18 et R.111-19-19) :
 - Un plan côté en trois dimensions précisant les cheminements extérieurs ; conditions de raccordement à la voirie et les espaces extérieurs de l'établissement et entre l'intérieur et l'extérieur du ou des bâtiments constituant l'établissement,
 - Un plan côté en trois dimensions précisant les circulations intérieures horizontales et verticales ; les aires de stationnement et s'il y a lieu les locaux sanitaires destinés au public,
 - La présente notice d'accessibilité,
 - Le formulaire d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un ERP.
- Dans le cadre de l'autorisation de travaux, le dossier comporte (art. R.111-19-18 et R.111-19-19)
 - Le formulaire d'autorisation de travaux,
 - Un plan côté en trois dimensions précisant les cheminements extérieurs ; conditions de raccordement à la voirie et les espaces extérieurs de l'établissement et entre l'intérieur et l'extérieur du ou des bâtiments constituant l'établissement,
 - Un plan côté en trois dimensions précisant les circulations intérieures horizontales et verticales ; les aires de stationnement et s'il y a lieu les locaux sanitaires destinés au public,
 - La présente notice d'accessibilité.

Remarque : les plans côtés doivent faire apparaître aux moyens de détails (art.2 de l'arrêté du 11 septembre 2008).

- **Faire figurer** les rectangles d'espace d'usage (0,80 x 1,30) et les aires de rotation(ϕ 1,50), circuits piétons, pentes des plans inclinés,
- **Indiquer et coter** les stationnements, les cheminements usuels et les niveaux actuels et finis.
- **Coter** les paliers, sas, dégagements, couloirs, portes, pièces sanitaires, etc

5- DONNEES CONCERNANT L'OPERATION

• Désignation de l'opération

1 – DEMANDEUR (bénéficiaire de l'autorisation)

NOM, prénoms : Hôpital Marin de Hendaye

ADRESSE : Hôpital Marin de Hendaye Route de la Corniche 64701 HENDAYE

Code Postal : 64701

Commune : Hendaye

Téléphone Fixe :

Mail :

2 - ETABLISSEMENT

NOM de l'établissement : Hôpital Marin de Hendaye

Activité avant travaux : ----

après travaux : Plateau de Rééducation

IDENTITE du futur exploitant : Hôpital Marin de Hendaye

TYPE(S) et CATEGORIE de l'établissement (selon R123-19 du CCH – voir fiche sécurité

4° catégorie de type U.....

ADRESSE : Hôpital Marin de Hendaye Route de la Corniche 64701 HENDAYE

Code postal : 64701..... Commune : Hendaye

Demande de permis de construire en cours : OUI ■

NON □

• Désignation des acteurs

Maître D'ouvrage: Hôpital Marin de Hendaye

☒ Hôpital Marin de Hendaye Route de la Corniche 64701 HENDAYE

Maître D'œuvre: Gauche Atelier d'Architecture

☒ ...Chemin Etchessahar - 64200 Bassussarry

architectes@gauchemuru.fr

Si celui-ci est connu, bureau de contrôle ou architecte a qui est confié l'établissement de l'attestation de prise en compte des règles d'accessibilité:

QUALICONSLT 28/30 Chemin de Sabalce 64100 BAYONNE

• Description du projet

Le projet consiste en l'extension sur 2 niveaux de l'établissement existant regroupant les unités Adamski, Bertin, Camino et Morance, dans l'emprise du plateau rééducation existant qui est démoli dans le cadre de l'opération, ainsi que la reconstruction de l'aile Est du RDC de Marie Curie.

Ce projet prévoit la création d'un plateau de rééducation qui regroupe :

- En RDC :
- Espaces de Kinesithérapie
 - Gymnase
 - Espaces de Ergothérapie
 - Balneothérapie
 - Salles de Consultation
 - Locaux logistiques dans l'emprise de Marie Curie

En R+1 : Des locaux **non accessibles au public** :

- Vestiaires
- Bureau Cadre
- Open Space
- Zone Detente

Le détail de l'ensemble des dispositions réglementaires figure dans les articles R111-19 à R111-19-12 et les arrêtés du 1^{er} août 2006 modifiés par les arrêtés du 30 novembre 2007 et arrêté du 20 avril 2017.

PRINCIPALES DISPOSITIONS TECHNIQUES CONCERNANT LE PRESENT PROJET

Détails à prendre en compte dans la notice: *(art 2-3° de l'arrêté du 11 septembre 2007)*

▪ **les dimensions des locaux et les caractéristiques des équipements techniques et des dispositifs de commande utilisables par le public**

- *dispositifs de contrôle d'accès, notamment digicodes et visiophones ;*
- *portes automatiques, portillons, tourniquets ;*
- *guichets, banques d'accueil et d'information, caisses de paiement ;*
- *meublier fixe, notamment tables, comptoirs, sièges, présentoirs, lits, appareils sanitaires isolés, fontaines ;*
- *appareils distributeurs, notamment distributeurs de tickets, de billets, de boissons et denrées ;*
- *dispositifs d'information et de communication divers, notamment signalétique, écrans, panneaux à messages défilants, bornes d'information, dispositifs de sonorisation ;*
- *équipements de mobilité, notamment ascenseurs et appareils élévateurs, escaliers et trottoirs mécaniques ;*
- *équipements et dispositifs de commande destinés au public, notamment dispositifs d'ouverture de portes, interrupteurs, commandes d'arrêt d'urgence, claviers...*

▪ **la nature et couleur des matériaux et revêtements de sols, murs et plafonds situés sur les cheminements** *(Les matériaux doivent éviter toute gêne sonore ou visuelle, dans ce but ils doivent respecter certaines dispositions)*

▪ **le traitement acoustique des espaces d'accueil, d'attente du public et de restauration** *(niveaux de performance visés en termes d'isolement acoustique et d'absorption des sons - aire d'absorption des revêtements et éléments absorbants > 25 % de la surface au sol de ces locaux)*

▪ **les dispositifs d'éclairage des parties communes : tout point du cheminement extérieur accessible, postes d'accueil, tout point des circulations intérieures horizontales, tout point de chaque escalier et équipement mobile** *(niveaux d'éclairage visés et moyens éventuellement prévus pour l'extinction progressive des luminaires)*

RENSEIGNEMENTS APPLICABLES A VOTRE PROJET

◆ **Cheminements extérieurs** (article 2 de l'arrêté du 20 avril 2017)

- *Caractéristiques minimales à respecter pour le cheminement usuel (largeur, pente, espaces de manœuvre de portes, de demi-tour, de repos, d'usage, ...)*

- *Repérage, guidage (contraste visuel, signalisation,)*
- *Sécurité d'usage (hauteur sous obstacles, repérage vide sous escaliers, éveil de vigilance en haut des escaliers, ...)*
- *Qualité d'éclairage (minimum 20 lux)*
- ...

Le projet n'intervient pas sur l'accès général du site de l'Hôpital Marin.
Accessibilité depuis les places PMR existantes non modifié.

Deux rampes extérieures sur la voie Nord faciliteront l'accès en Façade Nord : 1 depuis la voirie et une deuxième depuis l'intérieur de l'aile BERTIN. Pente de moins de 5% sur 10m maximum. Cheminement sans ressaut supérieur à 2cm. Eclairage prévu 20 lux.

◆ **Stationnement** (article 3 de l'arrêté du 20 avril 2017)

- *Nombre : 2% du nombre total de places pour le public, situées à proximité de l'entrée, du hall d'accueil, de l'ascenseur, ...*
- *Caractéristiques minimales à respecter avec signalisation verticale et marquage au sol*
- *Raccordement avec cheminement horizontal sur une longueur de 1,40m minimum*
- ...

Le présent projet ne prévoit pas la création de places de stationnement. Néanmoins, des places PMR existantes, situées à proximité de l'établissement, permettent un accès depuis la façade sud et la façade nord grâce aux cheminements actuels, qui restent inchangés.

◆ **Accès aux bâtiments** (article 4 de l'arrêté du 20 avril 2017)

- *Entrées principales facilement repérable (éléments architecturaux, matériaux différents ou contraste visuel, ...)*
- *Caractéristiques à respecter (seuil, largeur de portes, conditions de filtrage, ...)*
- *Nature et positionnement des système de communication et des dispositifs de commande (interphone, poignées de portes,)*
- ...

Entrée facilement visible (architecture)
Accès autonome
Largeur des portes suffisante (voir § Portes)

◆ **Accueil du public** (article 5 de l'arrêté du 20 avril 2017)

- *Mobilier adapté pour les personnes circulant en fauteuil roulant et facilement repérable*
- *Si accueil sonorisé prévoir induction magnétique et pictogramme correspondant*
- *Qualité d'éclairage (minimum 200 lux)*
- ...

Entrée libre
Pas d'accueil

◆ **Circulations intérieures horizontales** (article 6 de l'arrêté du 20 avril 2017)

- *Éléments structurants repérables par les déficients visuels*
- *Caractéristiques minimales à respecter (largeur des circulations, largeur des portes, espaces de manœuvre de portes ,)*
- *Qualité d'éclairage (minimum 100 lux)*
- ...

Espaces de rotation au droit des changements de direction (diam. 1,50m)
Largeur minimum : 1,40m
Pas de ressaut, ou trous de plus de 2cm
Sols non glissants ou réfléchissants

◆ **Circulations intérieures verticales** (article 7 de l'arrêté du 20 avril 2017)

➤ **Escaliers**

- *Contraste visuel et tactile en haut des escaliers*
- *Caractéristiques minimales à respecter (largeur des escaliers, hauteur des marches et giron, mains courantes contrastée, ...)*
- *Qualité d'éclairage (minimum 150 lux)*
- ...

Sans objet (L'escalier n'est accessible au public.)

➤ **Ascenseurs**

- *Obligation d'ascenseur si accueil en étages de plus de 50 personnes (100 pour type R) ou prestations différentes de celles offertes au niveau accessible*
- *Conforme à la norme EN 81-70 (dimensionnement, éclairage, appui, indications liées au mouvement de la cabine, annonce des étages desservis, ...)*
- *Possibilité d'élévateurs à usage permanent par voie dérogatoire*
- ...

Sans objet

◆ **Tapis roulants, escaliers et plans inclinés mécaniques** (article 8 de l'arrêté du 20 avril 2017)

- *Ne peuvent remplacer un ascenseur obligatoire*
- *Respect de prescriptions particulières pour le repérage et l'utilisation d'arrêt d'urgence*
- *Doivent être doublés par un cheminement accessible non mobile ou par un ascenseur*
- ...

Sans objet

◆ Revêtements de sols, murs et plafonds (article 9 de l'arrêté du 20 avril 2017)

- Les matériaux doivent éviter toute gêne sonore ou visuelle
- Dans ce but ils doivent respecter certaines dispositions (dureté, aire d'absorption des revêtements et éléments absorbants > 25 % de la surface au sol des espaces d'accueil, d'attente, de restauration, ...)
- ...

Les revêtements assureront une performance d'absorption acoustique α_w permettant d'assurer une aire d'absorption équivalente A_{aeq} supérieur 1/3 de la surface au sol des circulations internes et 25% de la surface au sol de la salle kine, le gymnase et la salle rééducation membre supérieur/salle d'appareillage

$$A_{aeq} = S \times \alpha_w$$

où S désigne la surface du revêtement absorbant et α_w sa performance d'absorption

Sols non glissants et non éblouissants.

◆ Portes, portiques et SAS (article 10 de l'arrêté du 20 avril 2017)

- Caractéristiques minimales à respecter (largeur des portes, positionnement des poignées, résistance des fermes-portes, repérage des parties vitrées, espaces de manœuvre de portes cf annexe 2 de l'arrêté du 1^{er} août 2006, ...)
- ...

Toutes les portes permettront un passage libre minimal de 90cm.

Portes composées de plusieurs vantaux : la largeur du vantail couramment utilisé sera supérieure ou égale à 0,90m.

Les espaces de manœuvre devant les portes seront réglementaires.

Les portes présenteront un contraste visuel par rapport à leur environnement.

Les poignées de portes seront facilement préhensibles et manœuvrables en position « debout » comme en position « assis ».

L'effort nécessaire pour ouvrir la porte sera inférieur ou égal à 50N.

Les portes comportant une partie vitrée importante seront repérables ouvertes comme fermées.

Présence portes automatiques avec détection personnes de petites tailles.

◆ Locaux ouverts au public, équipements et dispositifs de commande (article 11 de l'arrêté du 20 avril 2017)

- Nécessité d'un repérage aisé des équipements et dispositifs de commandes (contraste visuel, signalisation,)
- Caractéristiques minimales du vide nécessaire en partie inférieure des lavabos; guichets, mobiliers à usage de lecture, d'écriture ou d'usage d'un clavier
- Caractéristiques minimales à respecter pour les commandes manuelles, les fonctions de voir, entendre ou parler

- *Information sonore doublée par une information visuelle*
- ...

Locaux ouverts lors de l'ouverture de l'accueil

◆ **Sanitaires** (article 12 de l'arrêté du 20 avril 2017)

Localisation et caractéristiques minimales à respecter pour les sanitaires accessibles aux personnes handicapées

- *Espace latéral libre à côté de la cuvette, espace de manœuvre de porte avec possibilité de demi-tour à l'intérieur ou à défaut à l'extérieur*
- *Positionnement de la cuvette (hauteur, ...), de la barre d'appui, ...*
- *Positionnement des accessoires tels que miroir, distributeur de savon, sèche-mains, ...*
- *Obligation d'un lave mains à l'intérieur des sanitaires "H"*
- ...

Sanitaire PMR :

- Assise cuvette entre 45 et 50cm
- barre d'appui entre 70 et 80cm
- barre de refermeture de porte
- espace d'usage de 80x130
- espace de rotation de diam. 1,50m
- lavabo avec espace libre dessous (siphon décalé) de 70x60x30
- distance axe cuvette / barre d'appui comprise entre 40 et 45 cm
- lave main hauteur 85 cm maximum et axe robinetterie à 40 cm de la cloison

◆ **Sorties** (article 13 de l'arrêté du 20 avril 2017)

- *Les sorties correspondantes à un usage normal du bâtiment doivent être repérable de tout point et sans confusion avec les sorties de secours*
- ...

Sorties visibles sans risque de confusion (voir partie Sécurité incendie)

◆ **Cabines de déshabillage** (article 18 de l'arrêté du 20 avril 2017)

Sans Objet

◆ **Éléments d'information et de signalisation** (Annexe 3 à l'arrêté du 20 avril 2017)

- *Caractéristiques minimales à respecter concernant les éléments d'information et de signalisation fournis de façon permanente aux usagers*
- ...

VISIBILITE :

Les supports d'information répondent aux exigences suivantes :

- être contrastés par rapport à leur environnement immédiat
- permettre une vision et une lecture en position debout comme en position assis ;
- être choisis, positionnés et orientés de façon à éviter tout effet d'éblouissement, de reflet

ou de contre-jour dû à l'éclairage naturel ou artificiel

s'ils sont situés à une hauteur inférieure à 2,20 m, permettre à une personne mal voyante de s'approcher à moins de 1 m

LISIBILITE :

- être fortement contrastées par rapport au fond du support ;
- la hauteur des caractères d'écriture est proportionnée aux circonstances

COMPREHENSION :

La signalisation recourt autant que possible à des icônes ou à des pictogrammes doublés par une information écrite.

Les informations écrites recourent autant que possible aux lettres bâton. Ces informations sont concises, faciles à lire et à comprendre.

Lorsqu'ils existent, le recours aux pictogrammes normalisés s'impose.

DISPOSITIONS SUPPLEMENTAIRES

◆ **Établissements comportant des locaux d'hébergement** (article 17 de l'arrêté du 1^{er} août 2006 modifié par l'arrêté du 30 novembre 2007 et arrêté du 20 avril 2017)

- *Caractéristiques minimales des chambres à respecter (nombre, caractéristiques dimensionnelles et répartition)*
- *Toutes les chambres doivent être adaptées dans le cas d'établissements d'hébergement de personnes âgées ou handicapées*

Sans Objet

DEMANDE EVENTUELLE DE DEROGATION

Mise en garde : l'octroi d'une dérogation ne dispense pas le demandeur de respecter l'ensemble des règles non dérogées

Règles à déroger

Eléments du projet auxquels s'appliquent ces dérogations

Justifications de chaque demande

Si mission de service public, mesures de substitution proposées

Date et signature du demandeur

27/03/2025
Mme BART, J.

